

Titre	Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui : Rapport de la deuxième réunion (du 8 au 12 avril 2024)
Document	Doc. pré. No 1 d'avril 2024
Auteur	Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui Président du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui
Point de l'ordre du jour	Point à déterminer
Mandat(s)	C&D Nos 2 et 3 du CAGP de 2024
Objectif	Rendre compte des résultats de la deuxième réunion du Groupe de travail et présenter les recommandations du Groupe de travail adoptées à l'issue de sa deuxième réunion
Mesure à prendre	Pour décision <input type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour discussion <input type="checkbox"/> Pour action / achèvement <input type="checkbox"/> Pour information <input checked="" type="checkbox"/>
Annexes	Annexe I : Aide-mémoire de la deuxième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui préparé par le Président Annexe II : Liste des participants à la deuxième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui (<i>en anglais uniquement</i>)
Document(s) connexe(s)	<ul style="list-style-type: none"> - Doc. pré. Nos 3A de février 2015, 3B et 3C de mars 2014 et C&R No 5 du CAGP de 2015 - Doc. pré. No 3 de février 2016 et C&R No 15 du CAGP de 2016 - Doc. pré. No 2 de février 2017 et C&R Nos 8 à 10 du CAGP de 2017 - Doc. pré. No 2 de février 2018 et C&R Nos 6 à 7 du CAGP de 2018 - Doc. pré. Nos 2A d'octobre 2018, 2B de février 2019 et C&R Nos 7 à 12 du CAGP de 2019 - Doc. pré. No 2 de novembre 2019 et C&R Nos 5 à 9 du CAGP de 2020 - Doc. pré. Nos 2A d'octobre 2020, 2B de février 2021 et C&D Nos 5 et 6 du CAGP de 2021 - Doc. pré. Nos 2A de juillet 2021, 2B de novembre 2021 et C&D Nos 5 et 6 du CAGP de 2022 - Doc. pré. No 1 de novembre 2022 et C&D Nos 3 à 8 du CAGP de 2023 - Doc. pré. No 1 de novembre 2023 et C&D Nos 3 à 9 du CAGP de 2024

Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Proposition soumise au CAGP	1
	Annexe I	2
	A. Règles relatives à la reconnaissance de la filiation établie par un jugement.....	2
	B. Garanties / normes.....	2
	C. Travaux futurs	2

Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui : Rapport de la deuxième réunion (du 8 au 12 avril 2024)

I. Introduction

- 1 Du 8 au 12 avril 2024, le Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui s'est réuni pour la deuxième fois. La réunion, qui s'est tenue en format hybride, a rassemblé 46 délégués et autres experts, représentant 27 Membres de la HCCH et trois Observateurs, ainsi que des membres du Bureau Permanent de la HCCH. La liste des participants figure à l'annexe II.
- 2 Lors de sa réunion de 2023, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) a mandaté la création d'un Groupe de travail sur les questions de droit international privé relatives à la filiation en général, y compris la filiation résultant d'une convention de gestation pour autrui internationale. Par ailleurs, le CAGP a chargé :
 - « 5. a. le Groupe de travail de réfléchir dans un premier temps aux dispositions relatives, dans la mesure du possible, à un nouvel instrument sur ces questions afin de mieux éclairer le CAGP sur les considérations politiques concernant le champ d'application et le contenu d'un tel instrument, y compris sur la possibilité de parvenir à un consensus. Le Groupe de travail pourrait ensuite étudier la possibilité d'élaborer deux instruments internationaux, si nécessaire ;
 - b. le Groupe de travail de partir du postulat selon lequel l'objectif de tout nouvel instrument serait d'améliorer la prévisibilité, la sécurité et la continuité de la filiation en situation internationale pour toutes les personnes concernées, en tenant compte de leurs droits humains, y compris, pour les enfants, de leurs droits consacrés dans la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (CNUDE) et en particulier leur droit à ce que leur intérêt supérieur soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui les concernent ;
 - c. le Groupe de travail de s'inspirer des idées et analyses présentées dans le Rapport final du Groupe d'experts, reconnaissant que plusieurs des éléments et approches recensés pourraient figurer soit de manière autonome, soit de manière combinée ; [...]. »
- 3 Lors de sa réunion de 2024, « le CAGP [a] invit[é] le BP à convoquer deux réunions supplémentaires au cours de l'Exercice financier 2024-2025, éventuellement au second semestre 2024 et au début 2025, en plus de la réunion d'avril 2024, et à conduire des travaux intersessions si nécessaire. Les réunions du Groupe de travail devraient se tenir de préférence en personne, tandis que les travaux intersessions devraient se dérouler en ligne. Le Groupe de travail présentera un rapport au CAGP de 2025. »
- 4 Le CAGP a également « rappelé que les travaux menés par la HCCH sur les questions de droit international privé liées à la filiation résultant des conventions de gestation pour autrui ne visent ni à promouvoir ni à condamner la gestation pour autrui. »
- 5 L'aide-mémoire du Président du Groupe figurant à l'annexe I donne un aperçu des principaux points de discussion abordés lors de la deuxième réunion du Groupe.

II. Proposition soumise au CAGP

- 6 Le BP invite le CAGP à prendre acte de l'aide-mémoire figurant à l'annexe I du présent document, préparé par le Président du Groupe sur la base des délibérations de la deuxième réunion.

ANNEXES

Annexe I

Aide-mémoire **de la deuxième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui préparé par le Président**

- 1 Le présent aide-mémoire donne un aperçu des principaux points de discussion abordés lors de la deuxième réunion du Groupe de travail (Groupe), qui s'est tenue du 8 au 12 avril 2024 sous la présidence du professeur Michael Hellner (Suède).
- 2 La rapporteuse du sous-groupe chargé de conduire les travaux intersessions sur le projet de dispositions relatives aux règles de reconnaissance des jugements en matière de filiation a présenté un aperçu des progrès accomplis jusqu'à présent.

A. Règles relatives à la reconnaissance de la filiation établie par un jugement

- 3 Le Groupe a examiné le projet de dispositions sur les règles éventuelles de reconnaissance de plein droit des jugements en matière de filiation, le champ d'application de cette reconnaissance et les motifs de refus de la reconnaissance.

B. Garanties / normes

- 4 Le Groupe a engagé une première réflexion sur les garanties / normes sur la base du rapport final du Groupe d'experts de 2022¹. Cette réflexion a porté sur l'opportunité et la possibilité d'inclure des garanties / normes pour divers scénarios de cas dans un éventuel instrument de droit international privé sur la reconnaissance des jugements en matière de filiation. Les discussions du Groupe ont porté sur différentes garanties / normes ainsi que sur la manière dont elles pourraient être incluses dans un instrument (par ex., qu'il s'agisse de les inclure dans le cadre d'une définition, comme conditions de la reconnaissance, comme motifs de refus ou comme obligations générales). De plus, le Groupe a examiné la possibilité d'utiliser des mécanismes de coopération, des mécanismes d'inclusion ou d'exclusion (*opt-in* et *opt-out*)^A, et / ou des procédures permettant de faire des déclarations ou des réserves.

C. Travaux futurs

- 5 Le Groupe se réunira pour la troisième fois en novembre 2024 afin de poursuivre ses travaux sur ce projet. En prévision de sa prochaine réunion, le Groupe est convenu que, sur la base des discussions qui se sont tenues au cours de la semaine et dans le but d'éclairer ses travaux futurs : a) le projet de dispositions sur les fondements de la reconnaissance de plein droit des jugements sur la filiation et sur les motifs de refus devrait être réexaminé ; b) des dispositions sur les garanties / normes devraient être rédigées. Il a été convenu qu'un sous-groupe poursuivrait les travaux sur ce projet de règles entre les réunions.

¹ [Rapport final](#) du Groupe de la HCCH sur la Filiation / Gestation pour autrui, « Faisabilité d'un ou de plusieurs instruments de droit international privé sur la filiation », Doc. pré-l. No 1 de novembre 2022, disponible sur le site web de la HCCH, à www.hcch.net, sur l'Espace Filiation / Gestation pour autrui.

^A Veuillez noter que la version française du [Rapport final du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Gestation pour autrui](#) fait référence, aux para. 79, 122, 123 et 136, aux « mécanismes d'acceptation ou de refus », au lieu et place des « mécanismes d'inclusion ou d'exclusion (*opt-in* et *opt-out*) ».

Annexe II

Liste des participants À la deuxième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui

	<i>Representing</i>	<i>Surname</i>	<i>First name</i>	<i>Job Title</i>	<i>Organisation</i>	<i>O: online S: onsite</i>
Members	Argentina	Rubaja	Nieve	Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs; Professor in Private International Family Law	University of Buenos Aires	S
	Belgium	Bruyninckx	Margot	Legal Adviser Family Law	Ministry of Justice	S
		Hanson	Laura	Legal advisor	Service Public Fédéral de la Justice	O
		Verbeemen	Kim	Legal advisor	Service Public Fédéral de la Justice	O
	Brazil	Froeder Dittrich	Lalisa	Chief of the Unit for International Child Support	National Secretariat of Justice, Ministry of Justice and Public Security	S
	Canada	Goupil	Josée-Anne	Counsel	Department of Justice Canada	O
		Jacques	Emmanuelle	Counsel	Department of Justice Canada	S
	China	Cui	Hongyu	Deputy Division Director, Department of Treaty and Law	Ministry of Foreign Affairs	O
		Gan	Yong	Professor of Law	Wuhan University School of Law	S

	leong	Sam In	Senior Officer	Macau SAR Legal Affairs Bureau	0
	Yuen	Cheuk Lun (Eric)	Senior Government Counsel, Treaties & Law	Hong Kong SAR Department of Justice	0
Czech Republic	Kadlecová	Martina	Head of the International Department for Civil Matters	Ministry of Justice	0
	Miltner	Aneta	Legal Expert, International Department for Civil Matters	Ministry of Justice	S
	Vostalova Grüter	Alena	Legal Expert, International Department for Civil Matters	Ministry of Justice	0
European Union	Vilar-Badia	Maria	Legislative Officer	European Commission	S
Finland	Silvola	Salla	Senior Ministerial Adviser, Legislative Affairs	Ministry of Justice	0
France	Fauchard	Estelle	Rédactrice	Ministère de la Justice	S
Germany	Janzen	Ulrike	Head of the Unit for Private International Law	Federal Ministry of Justice	S
Greece	Metallinos	Alexandros	Member of the Greek National Authority of Assisted Reproduction	Greek National Authority of Assisted Reproduction	0
India	Jawale	Priyanka	Legal Officer	Ministry of External Affairs	0

Ireland	O'Keefe	Tracy	Principal Officer, Civil Justice Legislation	Department of Justice and Equality	O
Israel	Baron	Miriam	Senior Legal Counsel	Ministry of Justice	S
Italy	Bilotti	Emanuele	Professor of Private Law	European University of Rome	S
Japan	Nishitani	Yuko	Professor of Private Law	Kyoto University	S
	Oono	Tomoki	Attorney, Civil Affairs Bureau	Ministry of Justice Japan	O
Mexico	Albornoz	María Mercedes	External Adviser on PIL, Ministry of Foreign Affairs; Professor of Private International Law	Centro de Investigación y Docencia Económicas	S
Netherlands	Gelauff	Maril	Senior Legislative Counsel Family Law	Ministry of Justice and Security	O
	Van Bochove	Laura	Legislative Lawyer	Ministry of Justice and Security	S
	Volkers	Bregje	Senior Policy Officer Family Law	Ministry of Justice and Security	O
Philippines	Aguing-Pangalangan	Elizabeth	Professor and Legal Expert	University of the Philippines College of Law	S
Russian Federation	Bereza	Zlata	Leading adviser of the Department of International Law and Cooperation	Ministry of Justice	O

	Shvets	Elena	Head of Section of the Legal Department	Ministry of Foreign Affairs	0
South Africa	Ozah	Karabo	Director, Centre for Child Law, Faculty of Law	Centre for Child Law	S/O
Spain	González Beilfuss	Cristina	Professor in Private International Law	University of Barcelona	S/O
Sweden	Hellner	Michael	Professor of Private International Law (Chair of the WG)	Stockholm University	S
Switzerland	Schickel-Küng	Joëlle	Co-Head of the Private International Law Unit	Federal Office of Justice	S
Ukraine	Taranenko	Kateryna	Leading Expert, Unit for Conclusion of International Treaties on Legal assistance	Ministry of Justice	0
United Kingdom	Knight	Eral	Head of Private International Law Negotiations and International Relations	Ministry of Justice	0
	Wright	Andrea	Senior Legal Adviser	Ministry of Justice	S
United States of America	Prosser	Sarah	Assistant Legal Adviser for PIL	U.S. Department of State	0
	Vogel	Lisa	Attorney Adviser	U.S. Department of State	S

Observers IGO	United Nations Children's Fund	Di Martino	Kirsten	Senior Child Right Adviser, Coordinator of the IRC Services	UNICEF	S
Observers INGO	International Academy of Family Lawyers	Casey	Margaret	Fellow, IAFL	Mills Lane Chambers	S/O
		Dally	Jemma	Fellow, IAFL	Goodman Ray Solicitors	O
		Kelsey	Rachael	President, IAFL	SKO Family Law Specialists	O
	International Social Service	Alloero	Carlotta	Child Protection Lawyer	ISS	S/O
HCCH	Permanent Bureau	Martínez-Mora	Laura	Secretary (Lawyer)	HCCH	S
		Page	Capucine	Legal Officer	HCCH	S
		Wells-Greco	Michael	Consultant	HCCH	S
		Mohammadi	Sayeh	Legal Contractor	HCCH	S

	Ethier	Jasmin	Intern	HCCH	S
	Prénas	Mathilde	Senior Administrative Assistant	HCCH	S
	Hawkins	Stuart	Website / IT Officer	HCCH	S